



# Assemblée générale

Distr. générale  
16 octobre 2015  
Français  
Original : anglais

---

**Soixante-dixième session**

Points 9, 133 et 134 de l'ordre du jour

**Rapport du Conseil économique et social****Budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015****Projet de budget-programme pour l'exercice  
biennal 2016-2017**

## **Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de 2015 (21 juillet 2014-23 juillet 2015)**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Le présent rapport expose de façon détaillée les incidences budgétaires des résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de 2015 (21 juillet 2014-23 juillet 2015). Les dépenses supplémentaires découlant de ces résolutions et décisions sont estimées à 3 347 000 dollars, dont 89 500 dollars à imputer sur le budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015 et 3 257 500 dollars à inscrire dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017.

Le montant de 89 500 dollars à imputer sur le budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015 doit être financé au moyen des crédits déjà approuvés. Sur le montant de 3 257 500 dollars demandé pour l'exercice 2016-2017, le montant de 55 100 dollars doit être financé au moyen des crédits inscrits dans le projet de budget-programme pour cet exercice, le montant de 118 300 dollars étant déjà budgétisé. Un crédit supplémentaire d'un montant de 3 084 100 dollars devrait être ouvert pour l'exercice biennal 2016-2017 et être imputé sur le fonds de réserve, conformément aux procédures établies par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211.



## I. Introduction

1. L'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 68/1 relative à l'examen de l'application de sa résolution 61/16 sur le renforcement du Conseil économique et social a, entre autres, eu sur le programme de travail du Conseil les incidences suivantes, comme énoncé dans l'annexe de la résolution :

a) Le Conseil réaménagera son programme de travail, qui ira désormais de juillet à juillet (par. 5);

b) Le Conseil continuera de tenir une session de fond et une session d'organisation. Pour être plus réactif, il peut convoquer des sessions extraordinaires conformément à son Règlement intérieur. En tant qu'organe principal de l'Organisation des Nations Unies, le Conseil peut également décider de tenir des réunions spéciales, selon que de besoin, pour examiner des questions urgentes qui se posent dans les domaines économique, social et environnemental et dans les domaines connexes (par. 10);

c) Le Conseil tiendra les séances ordinaires de ses sessions de fond à New York, tandis que le débat consacré aux affaires humanitaires continuera de se tenir à tour de rôle à New York et à Genève. Un autre lieu d'affectation de l'Organisation des Nations Unies pourra être retenu, de façon ponctuelle et par souci d'économie, si ce choix peut contribuer à un meilleur examen du thème principal retenu (par. 16).

2. Le présent rapport a pour objet d'informer l'Assemblée générale du montant des dépenses supplémentaires qui pourraient découler des résolutions adoptées par le Conseil à sa session de 2015 (21 juillet 2014-23 juillet 2015).

3. Le Conseil a adopté diverses résolutions dans lesquelles il a autorisé les commissions techniques, les comités permanents et les organes d'experts compétents à entreprendre de nouvelles activités, dont certaines pour lesquelles aucun crédit n'avait été inscrit au budget-programme de l'exercice 2014-2015 et qui auraient une incidence sur le projet de budget-programme pour l'exercice 2016-2017<sup>1</sup>. Comme le prévoit l'article 31 de son Règlement intérieur, le Conseil a été informé des incidences sur le budget-programme des résolutions avant leur adoption.

4. Dans son rapport sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil à sa session de fond de 1999 (A/54/7/Add.2), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait demandé que les rapports ultérieurs sur la question contiennent des estimations, établies sur la base du coût intégral, des ressources supplémentaires nécessaires, tant au titre des services de conférence qu'au titre des autres dépenses. En réponse à cette demande, les dépenses supplémentaires découlant des résolutions adoptées par le Conseil en 2015 et se rapportant aux exercices biennaux 2014-2015 et 2016-2017 sont décrites ci-après et récapitulées en annexe.

<sup>1</sup> Le budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015 a été publié sous la cote A/68/6 (Introduction) et dans les fascicules s'y rapportant (A/68/6, chap. 1 à 36 et chap. 1 à 3 des recettes), accompagnés des rectificatifs éventuels. Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 figure dans le document A/70/6 (Introduction) et les fascicules s'y rapportant (A/70/6, chap. 1 à 36 et chap. 1 à 3 des recettes), accompagnés des rectificatifs éventuels.

5. Si, à sa session de 2016 (24 juillet 2015-27 juillet 2016), le Conseil adopte, après la publication du présent rapport, une résolution ou une décision qui pourrait avoir des incidences sur le budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017, de nouvelles prévisions révisées seront publiées dans un additif au présent document.

## II. Dépenses supplémentaires et modifications du programme de travail résultant des résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social

### A. Résolution 2014/32 : Création de la Conférence régionale sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes

6. Dans sa résolution 2014/32, le Conseil a approuvé la création de la Conférence régionale sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes, énoncée dans la résolution 682 (XXXV) de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et son annexe.

7. L'application de la résolution aurait des incidences financières supplémentaires d'un montant de 60 700 dollars au titre du chapitre 21 du budget-programme, et d'un montant de 97 100 dollars au titre du chapitre correspondant du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 (voir tableau 1 ci-dessous).

8. Le montant estimatif de 60 700 dollars serait financé au moyen des crédits déjà approuvés pour le chapitre 21 du budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015 (Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes). Le montant estimatif de 97 100 dollars est déjà inscrit dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017.

Tableau 1

(En dollars des États-Unis)

	<i>Montant total des ressources nécessaires</i>	<i>Dépenses pouvant être financées au moyen des crédits approuvés pour 2014-2015</i>	<i>Dépenses supplémentaires à prévoir en 2016-2017<sup>a</sup></i>
Chapitre 21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	157 800	60 700	97 100
<b>Total</b>	<b>157 800</b>	<b>60 700</b>	<b>97 100</b>

<sup>a</sup> Déjà inscrites dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 [A/70/6 (Sect. 21)].

**B. Résolution 2014/35 : Création, à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, d'un comité intergouvernemental de la technologie au service du développement**

9. Dans sa résolution 2014/35, le Conseil a approuvé la création, à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, d'un comité intergouvernemental de la technologie au service du développement, défini dans la résolution 315 (XXVIII) de la Commission, dont le texte est annexé à la résolution.

10. Aux termes des paragraphes 2 à 4 de sa résolution 315 (XXVIII), la Commission a :

a) Décidé de créer un comité intergouvernemental dénommé Comité de la technologie au service du développement, qui serait composé de représentants des États membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale ayant de l'expérience dans ce domaine, en remplacement du Comité consultatif du développement scientifique et technique et de l'innovation technologique. Le nouveau Comité utiliserait les ressources allouées à ce dernier et ses fonctions seraient les suivantes :

i) Déterminer les priorités du programme de travail et des plans d'action à moyen terme de la Commission concernant la technologie au service du développement, notamment la recherche scientifique et l'innovation, l'économie numérique et la société de l'information, les économies du savoir et les domaines émergents;

ii) Suivre les progrès accomplis dans le domaine de la technologie, notamment en ce qui concerne les technologies de l'information et des communications, la gouvernance d'Internet, l'économie numérique et la société de l'information, d'une part, la recherche scientifique et le transfert de technologie, de l'autre, et faire des recommandations sur les moyens de renforcer le développement de ces divers secteurs;

iii) Assurer le suivi des mécanismes, conférences et forums régionaux et internationaux ayant trait au sous-programme 4 et coordonner les mesures prises dans la région pour appliquer les décisions et recommandations qui sont issues de ces conférences;

iv) Aider le secrétariat de la Commission à continuer d'assurer le suivi de la mise en œuvre de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information, adopté à l'issue du Sommet mondial sur la société de l'information, et à participer aux activités et projets issus du Sommet pour l'après-2015;

v) Faire avancer les travaux du secrétariat de la Commission consacrés à la coopération avec les conseils ministériels, organisations et unions de la Ligue des États arabes, notamment le Conseil des ministres arabes des technologies de l'information et des communications, l'Organisation arabe de développement de l'administration et autres entités spécialisées, en vue d'harmoniser les politiques et les stratégies, de soutenir la communication et les partenariats, de coordonner les positions au niveau international et de renforcer les capacités;

b) Décidé également que le Comité se réunirait en session tous les deux ans à partir de 2016;

c) Prié la Secrétaire exécutive de la Commission de lui soumettre, à sa vingt-neuvième session, un rapport sur l'application de la résolution.

11. Des ressources supplémentaires d'un montant de 45 200 dollars seraient nécessaires pour mener à bien ces activités durant l'exercice biennal 2016-2017. Sur ce total, le montant de 24 000 dollars serait financé au moyen des ressources prévues au chapitre 22 (Développement économique et social en Asie occidentale) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017, au titre de l'actuel Comité consultatif du développement scientifique et technique et de l'innovation technologique. Le reliquat, soit 21 200 dollars, est déjà inscrit dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 (voir tableau 2 ci-dessous).

Tableau 2

(En dollars des États-Unis)

	<i>Montant total des ressources nécessaires pour 2016-2017</i>	<i>Dépenses pouvant être financées au moyen des crédits demandés pour 2016-2017<sup>a</sup></i>	<i>Dépenses supplémentaires à prévoir en 2016- 2017<sup>b</sup></i>
Chapitre 22. Développement économique et social en Asie occidentale	45 200	24 000	21 200
<b>Total</b>	<b>45 200</b>	<b>24 000</b>	<b>21 200</b>

<sup>a</sup> Au titre du Comité consultatif du développement scientifique et technique et de l'innovation technologique que le Comité intergouvernemental va remplacer.

<sup>b</sup> Déjà inscrites dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 [A/70/6 (Sect. 22)].

### C. Résolution 2014/37 : Groupe consultatif ad hoc sur Haïti

12. Aux paragraphes 11 à 14 de sa résolution 2014/37, le Conseil a :

a) Décidé de proroger le mandat du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti jusqu'à la conclusion de sa session de 2015, afin de suivre la situation de près et de formuler des conseils concernant la stratégie de développement à long terme d'Haïti en vue de favoriser le relèvement, la reconstruction et la stabilité sur les plans social et économique, en accordant une attention particulière à la nécessité d'assurer un appui international cohérent et durable à Haïti, compte tenu des priorités de développement national à long terme, en s'appuyant sur le Plan stratégique de développement d'Haïti et en veillant à éviter les chevauchements et les doubles emplois avec les mécanismes existants;

b) Exprimé sa satisfaction au Secrétaire général pour l'appui qu'il apporte au Groupe et lui a demandé de continuer à soutenir ses activités comme il convient, dans la limite des ressources existantes;

c) Prié le Groupe de continuer, dans l'exécution de son mandat, à coopérer avec le Secrétaire général et sa Représentante spéciale pour Haïti et Chef de la

Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, le Groupe des Nations Unies pour le développement, les fonds, programmes et institutions spécialisées concernés des Nations Unies, les institutions financières internationales, les organisations et institutions régionales, notamment la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Organisation des États américains, la Communauté des Caraïbes, l'Union des nations de l'Amérique du Sud et la Banque interaméricaine de développement, et d'autres parties prenantes importantes, et s'est félicité à ce sujet de la poursuite du dialogue entre les membres du Groupe et l'Organisation des États américains;

d) Prié également le Groupe de lui présenter un rapport sur ses travaux, accompagné de recommandations, s'il l'estime nécessaire, pour examen à sa session de 2015.

13. Les dépenses afférentes à l'appui à apporter au Groupe consultatif ad hoc sur Haïti, pour lesquelles aucun crédit n'a été demandé dans le budget-programme de l'exercice 2014-2015, ont été estimées à 28 800 dollars (voir tableau 3 ci-dessous), et couvriraient : a) les frais de voyage des membres du Groupe et d'un fonctionnaire du Département des affaires économiques et sociales pour qu'ils puissent rencontrer les représentants des institutions financières internationales et de l'Organisation des États américains en 2015 et effectuer une mission en Haïti (26 300 dollars); b) les services d'appui aux réunions devant se tenir en Haïti (2 500 dollars).

14. Compte tenu des résolutions précédentes par lesquelles le mandat du Groupe consultatif avait été prorogé, la dernière en date étant la résolution 2013/15, le Secrétaire général avait recommandé que ces dépenses soient prises en charge au moyen des crédits approuvés au titre du chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) du budget-programme de l'exercice 2014-2015. Il est également proposé d'imputer les dépenses découlant de l'adoption de la résolution 2014/37, d'un montant de 28 800 dollars, sur les crédits ouverts pour l'exercice biennal 2014-2015.

Tableau 3

(En dollars des États-Unis)

	Montant total des ressources nécessaires pour 2014-2015	Dépenses pouvant être financées au moyen des crédits approuvés pour 2014-2015	Dépenses supplémentaires à prévoir en 2014- 2015
Chapitre 9. Affaires économiques et sociales	28 800	28 800	–
<b>Total</b>	<b>28 800</b>	<b>28 800</b>	<b>–</b>

15. S'agissant du paragraphe 12 de la résolution, dans lequel le Conseil a demandé au Secrétaire général de continuer à soutenir les activités du Groupe comme il convient, dans la limite des ressources existantes, l'attention du Conseil a été appelée sur les dispositions de la section VI de la résolution 45/248 B de l'Assemblée générale et des résolutions ultérieures, la dernière en date étant la résolution 68/246, dans lesquelles l'Assemblée a réaffirmé que la Cinquième Commission était celle de ses grandes commissions qui était chargée des questions

administratives et budgétaires, et réaffirmé le rôle du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

#### **D. Résolution 2015/18 : Groupe consultatif ad hoc sur Haïti**

16. Aux paragraphes 12 à 15 de sa résolution 2015/18, le Conseil a :

a) Décidé de proroger le mandat du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti jusqu'à la conclusion de sa session de 2016, afin de pouvoir suivre la situation de près et formuler des conseils concernant la stratégie de développement à long terme d'Haïti en vue de favoriser son relèvement, sa reconstruction et sa stabilité sur les plans social et économique, en accordant une attention particulière à la nécessité d'assurer un appui international cohérent et durable à Haïti, dans le respect des priorités de développement national à long terme et du Plan stratégique de développement d'Haïti, tout en évitant les chevauchements et les doubles emplois avec les mécanismes existants;

b) Exprimé sa satisfaction au Secrétaire général pour l'appui qu'il apporte au Groupe et lui a demandé de continuer à soutenir ses activités comme il convient, dans la limite des ressources existantes;

c) Prié le Groupe de continuer, dans l'exécution de son mandat, à coopérer avec le Secrétaire général et sa Représentante spéciale pour Haïti et Chef de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, le Groupe des Nations Unies pour le développement, les fonds, programmes et institutions spécialisées concernés des Nations Unies, les institutions financières internationales, les organisations et institutions régionales, notamment la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Organisation des États américains, la Communauté des Caraïbes, l'Union des nations de l'Amérique du Sud et la Banque interaméricaine de développement, les autres parties prenantes importantes et les organisations de la société civile, et s'est félicité à ce sujet de la poursuite du dialogue entre les membres du Groupe et l'Organisation des États américains;

d) Prié également le Groupe de lui présenter un rapport sur ses travaux, accompagné de recommandations, s'il l'estime nécessaire, pour examen à sa session de 2016.

17. Les dépenses afférentes à l'appui à apporter au Groupe consultatif ad hoc sur Haïti, pour lesquelles aucun crédit n'a été prévu dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017, ont été estimées à 31 100 dollars (voir tableau 4 ci-dessous), et couvriraient : a) les frais de voyage des membres du Groupe et d'un fonctionnaire du Département des affaires économiques et sociales pour qu'ils puissent rencontrer les représentants des institutions financières internationales et de l'Organisation des États américains en 2016 et effectuer une mission en Haïti (28 600 dollars); b) les services d'appui aux réunions devant se tenir en Haïti (2 500 dollars).

18. Compte tenu des résolutions précédentes par lesquelles le mandat du Groupe consultatif a été prorogé, la dernière en date étant la résolution 2014/37, le Secrétaire général avait recommandé que ces dépenses soient prises en charge au moyen des crédits approuvés au titre du chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) du budget-programme de l'exercice 2014-2015. Il est également proposé d'imputer les dépenses découlant de l'adoption de la résolution 2015/18, d'un

montant de 31 100 dollars, sur les crédits ouverts au titre du chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017.

Tableau 4

(En dollars des États-Unis)

	<i>Montant total des ressources nécessaires pour 2016-2017</i>	<i>Dépenses pouvant être financées au moyen des crédits demandés pour 2016-2017</i>	<i>Dépenses supplémentaires à prévoir en 2016-2017</i>
Chapitre 9. Affaires économiques et sociales	31 100	31 100	–
<b>Total</b>	<b>31 100</b>	<b>31 100</b>	<b>–</b>

19. S'agissant du paragraphe 13 de la résolution, dans lequel le Conseil a demandé au Secrétaire général de continuer à soutenir les activités du Groupe, dans la limite des ressources existantes, l'attention du Conseil a été appelée sur les dispositions de la section VI de la résolution 45/248 B de l'Assemblée générale et des résolutions ultérieures, la dernière en date étant la résolution 68/246, dans lesquelles l'Assemblée a réaffirmé que la Cinquième Commission était celle de ses grandes commissions qui était chargée des questions administratives et budgétaires, et réaffirmé aussi le rôle du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

#### **E. Résolution 2015/30 : Restructurer l'appareil de conférence de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique pour l'adapter aux évolutions du programme de développement pour l'après-2015**

20. Dans sa résolution 2015/30, le Conseil a approuvé la restructuration de l'appareil de conférence de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique pour l'adapter aux évolutions du programme de développement pour l'après-2015, telle qu'énoncée dans la résolution 71/1 de la Commission et dans ses annexes.

21. Au paragraphe 1 de sa résolution 71/1, la Commission a décidé de restructurer son appareil de conférence avec effet immédiat, et notamment :

a) D'établir un Comité de l'énergie qui fera partie de son appareil subsidiaire et se réunira tous les deux ans;

b) De reconstituer le Comité des technologies de l'information et de la communication en Comité des technologies de l'information et de la communication, de la science, de la technologie et de l'innovation, se réunissant tous les deux ans;

c) De reconstituer le Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du développement inclusif en Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du financement du développement, se réunissant tous les deux ans.



22. L'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses supplémentaires au titre du chapitre 19 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017, comme indiqué ci-après.

**Sous-programme 1 : Politique macroéconomique et développement partagé (316 700 dollars au titre des postes et 52 000 dollars au titre des autres objets de dépense)**

23. Un poste d'économiste (P-4), représentant un coût de 316 700 dollars pour l'exercice biennal 2016-2017, devra être créé pour aider à recenser les questions liées au financement du développement devant être examinées par le Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du financement du développement (2017). Le titulaire de ce poste sera chargé d'organiser une réunion d'un groupe d'experts sur le financement du développement (2017) et de rédiger des articles de fond pour la publication consacrée au financement du développement en Asie et dans le Pacifique (2017).

24. Des crédits d'un montant de 52 000 dollars seront demandés au titre des objets de dépense connexes autres que les postes, se répartissant comme suit : 10 000 dollars au titre des services de consultants qui réaliseront des études sur des thèmes liés au financement du développement; 30 000 dollars pour l'organisation de la réunion du groupe d'experts chargé de mettre en évidence les problèmes financiers qui surgissent à l'échelle régionale; 4 000 dollars pour financer les voyages liés à la coordination avec les organisations sous-régionales; et 8 000 dollars au titre des services contractuels relatifs à l'impression de la publication.

**Sous-programme 2 : Commerce et investissement (316 700 dollars au titre des postes et 37 000 dollars au titre des autres objets de dépense)**

25. Un poste d'économiste (P-4), représentant un coût de 316 700 dollars pour l'exercice biennal 2016-2017, devra être créé pour aider à recenser les questions de politique générale ainsi que les questions techniques et juridiques liées à la science, la technologie et l'innovation qui seront examinées par le Comité des technologies de l'information et de la communication, de la science, de la technologie et de l'innovation (2016). Le titulaire de ce poste sera chargé d'organiser une réunion d'un groupe d'experts à mandat élargi sur la science, la technologie et l'innovation, programmée en 2017 et de rédiger des articles de fond pour la publication consacrée au financement du développement en Asie et dans le Pacifique (2017).

26. Des crédits d'un montant de 37 000 dollars seront demandés au titre des objets de dépense connexes autres que les postes, se répartissant comme suit : 10 000 dollars au titre des services de consultants qui réaliseront des études sur des thèmes en rapport avec la science, la technologie et l'innovation; 15 000 dollars pour l'organisation de la réunion du groupe d'experts chargé de mettre en évidence les nouveaux problèmes liés à la science, à la technologie et à l'innovation; 4 000 dollars pour financer les voyages liés à la coordination avec les organisations sous-régionales; et 8 000 dollars au titre des services contractuels relatifs à l'impression de la publication.

**Sous-programme 9 : Énergie (682 000 dollars au titre des postes et 99 000 dollars au titre des autres objets de dépense)**

27. Un poste de chef de la Division de l'énergie (D-1) dont le coût s'élèvera à 425 200 dollars pour l'exercice biennal 2016-2017, devra être créé aux fins d'appuyer les travaux du Comité de l'énergie (2017) chargé d'examiner les questions relatives à l'accès à l'énergie, à l'efficacité et aux technologies énergétiques, aux répercussions sur l'environnement, à la connectivité par l'harmonisation des infrastructures ainsi qu'aux politiques fiscales et programmes d'investissement ayant trait à l'énergie. Le titulaire supervisera l'élaboration des rapports techniques, l'organisation des réunions du Comité, les activités préparatoires du Forum Asie-Pacifique de l'énergie (2018) et, de manière générale, la mise en œuvre du sous-programme.

28. Il faudra également créer un poste d'économiste (P-3), représentant un coût de 256 800 dollars pour l'exercice biennal 2016-2017, pour aider à recenser les questions relatives à l'énergie soumise à l'examen du Comité de l'énergie (2017). Le titulaire sera chargé d'organiser une réunion d'un groupe d'experts sur l'énergie (2017) et de rédiger des articles de fond pour la publication consacrée aux problèmes et aux avantages de la connectivité énergétique à l'échelon régional (2017).

29. En outre, huit postes (1 P-5, 2 P-4, 1 P-2 et 4 agents locaux), ainsi que les crédits affectés aux objets de dépense autres que les postes correspondant aux produits énumérés au paragraphe 31, seront transférés du sous-programme 4 au sous-programme 9.

30. La création du Comité de l'énergie de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (2017) aurait en outre sur les objets de dépense autres que les postes des incidences financières d'un montant total de 99 000 dollars, réparti comme suit : 35 000 dollars au titre des autres dépenses de personnel (services de conférence et élaboration de documents et de rapports en vue de la réunion du Comité en 2017); 20 000 dollars au titre des services de consultants (préparation d'études sur des thèmes en lien avec le Comité); 30 000 dollars au titre de l'organisation de la réunion d'un groupe d'experts chargé de mettre en évidence les nouveaux problèmes liés à l'énergie qui surgissent à l'échelle régionale; 6 000 dollars au titre des voyages liés à la coordination avec les organisations sous-régionales; et 8 000 dollars au titre des services contractuels relatifs à l'impression de la publication.

31. De plus, les crédits affectés aux objets de dépense autres que les postes correspondant aux produits transférés du sous-programme 4 au sous-programme 9 du chapitre 19 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 seront, comme il est indiqué au paragraphe 36 a) ii) ci-dessous, réaffectés au sous-programme 9 comme suit : 14 000 dollars au titre des services de consultants; 24 000 dollars au titre des groupes spéciaux d'experts; 8 000 dollars au titre des voyages; et 6 000 dollars au titre des travaux d'impression exécutés à l'extérieur.

32. Le montant total des crédits supplémentaires nécessaires au titre du chapitre 19 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 est présenté dans le tableau 5.

Tableau 5  
(En dollars des États-Unis)

	<i>Montant nécessaire 2016-2017</i>
<b>Chapitre 19 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique)</b>	
Postes (1 D-1, 2 P-4, 1 P-3)	1 315 400
Autres dépenses de personnel	35 000
Consultants	40 000
Experts	75 000
Voyages	14 000
Services contractuels	24 000
<b>Total</b>	<b>1 503 400</b>

33. Il n'a pas été prévu de ressources pour ces activités dans le budget-programme de l'exercice 2016-2017; l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 1 503 400 dollars sera donc demandée au titre du fonds de réserve au chapitre 19 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique). Il faudra en outre inscrire un montant de 163 400 dollars au chapitre 36 (Contributions du personnel), qui sera compensé par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

34. L'application de la résolution 2015/30 entraînera des modifications du programme 16 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique) du plan-programme biennal approuvé pour la période 2016-2017 (A/69/6/Rev.1) et du chapitre 19 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 [A/70/6 (Sect.19)], qui seront soumises à l'Assemblée générale pour approbation à sa soixante-dixième session. On trouvera ci-après un résumé de ces modifications.

#### **Modifications à apporter au programme 16 du plan-programme biennal pour la période 2016-2017**

35. Le programme 16 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique) du plan-programme biennal pour la période 2016-2017 (A/69/6/Rev.1) est à modifier comme suit :

- a) Dans l'énoncé du sous-programme 1 (Politique macroéconomique et développement partagé) :
  - i) Dans l'intitulé du cadre logique du sous-programme, remplacer : « Sous-programme 1 : Politique macroéconomique et développement partagé » par : « Sous-programme 1 : Politique macroéconomique, réduction de la pauvreté et financement du développement »;
  - ii) À la deuxième phrase du paragraphe 16.15 relatif à la stratégie, avant le membre de phrase « de concourir à l'exécution des programmes d'action des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits

États insulaires en développement; », ajouter : « de recenser les principaux problèmes liés au financement du développement »;

b) Dans l'énoncé du sous-programme 4 (Environnement et développement) : dans le cadre logique du sous-programme, supprimer les mots « énergie » et « sécurité énergétique » de l'objectif, des réalisations escomptées, des indicateurs de succès et de la stratégie;

c) Dans l'énoncé du sous-programme 5 (Technologies de l'information et des communications, et réduction et gestion des risques de catastrophe) :

i) Au paragraphe 16.33 de la stratégie, après les mots « le Mécanisme de coordination régionale pour la région de l'Asie et du Pacifique », ajouter : « grâce à des mécanismes de partage des connaissances, s'efforcera de trouver des solutions de gestion de l'information pour le financement des activités de réduction des risques de catastrophes » à la fin de la deuxième phrase;

ii) Dans le même paragraphe, à la fin de la dernière phrase, à ajouter : « y compris la coopération Sud-Sud »;

d) Dans l'énoncé du sous-programme 7 (Statistiques) : au paragraphe 16.39 de la stratégie, à la fin de la deuxième phrase, ajouter : « en intensifiant les activités de recherche et de renforcement des capacités menées en collaboration avec les laboratoires d'idées et les centres d'excellence régionaux ainsi que les principaux bureaux de statistique nationaux »;

e) Dans l'énoncé du sous-programme 8 (Activités sous-régionales de développement) :

i) Au paragraphe 16.42 de la stratégie, modifier la première phrase comme suit : « Compte tenu de la vaste superficie et de la grande diversité de la région de l'Asie et du Pacifique, le sous-programme, dans le cadre de son orientation générale, renforcera la présence et la position stratégique de la Commission au niveau sous-régional en intensifiant la coordination entre les divisions techniques, les bureaux sous-régionaux et les institutions régionales, permettant ainsi de mieux cibler et d'exécuter les programmes qui répondent aux priorités particulières des États membres dans les cinq sous-régions ». À la fin du même paragraphe, ajouter la phrase : « Le sous-programme apportera aussi une perspective sous-régionale sur laquelle pourra s'appuyer la Commission pour ses travaux normatifs et analytiques »;

ii) Aux paragraphes 16.45 à 16.48 de la stratégie, après la première mention de chacun des bureaux sous-régionaux, ajouter : « dans le cadre de sa stratégie globale et de son mandat, et en coordination avec les sous-programmes concernés »;

f) Dans l'énoncé du sous-programme 9 (Énergie), ajouter le cadre logique ci-après :

*Objectif de l'Organisation* : Promouvoir la sécurité énergétique et l'utilisation durable de l'énergie en renforçant la coopération régionale en vue de la réalisation des objectifs de développement adoptés au niveau international, y compris le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, tel qu'il sera approuvé par l'Assemblée générale

Réalizations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès		Mesure des résultats		
			2016-2017	2014-2015	2012-2013
a) Meilleure compréhension, par les responsables des gouvernements nationaux et les autres parties prenantes, des orientations et des stratégies pouvant être adoptées pour améliorer la sécurité énergétique et l'utilisation durable de l'énergie	i) Nombre d'articles et de références dans la documentation politique et les principaux médias se rapportant aux publications et aux documents et activités connexes de la CESAP dans le domaine de l'énergie	Objectif	30	–	–
		Estimation		20	–
		Résultats effectifs			–
	ii) Nombre d'utilisateurs se connectant au portail d'information sur les données et les politiques du Forum Asie-Pacifique de l'énergie	Objectif	120	–	–
		Estimation		60	–
		Résultats effectifs			–
b) Renforcement des cadres de coopération régionale et des réseaux de responsables des gouvernements nationaux et des principales parties prenantes en vue de l'élaboration de politiques et de stratégies relatives à la sécurité énergétique et à l'utilisation durable de l'énergie, y compris des aspects liés à l'égalité des sexes	Nombre d'initiatives prises pour créer ou renforcer des cadres et réseaux de coopération régionale dans le domaine de la sécurité énergétique et de l'utilisation durable de l'énergie	Objectif	5	–	–
		Estimation		5	–
		Résultats effectifs			–

## Stratégie

16.51 La responsabilité opérationnelle du sous-programme incombe à la Division de l'énergie. Son orientation stratégique découle des objectifs de développement adoptés au niveau international, y compris ceux énoncés dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et dans la résolution 67/215 de l'Assemblée générale sur la promotion des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, par laquelle l'Assemblée a proclamé 2014-2024 la Décennie des Nations Unies relative à l'énergie durable pour tous, ainsi que dans la Déclaration ministérielle sur la coopération régionale pour une plus grande sécurité énergétique et l'utilisation durable de l'énergie en Asie et dans le Pacifique, intitulée « Façonner l'avenir de l'énergie durable en Asie et dans le Pacifique », et son plan d'action, tels qu'adoptés par la Commission dans sa résolution 70/9 sur la mise en œuvre des résultats du premier Forum Asie-Pacifique de l'énergie. Le sous-programme s'appuiera également sur la résolution 70/1 de l'Assemblée générale, sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

16.52 Les activités menées dans le cadre du sous-programme viseront à accroître la sécurité énergétique et à promouvoir l'utilisation durable de l'énergie en Asie et dans le Pacifique. Elles porteront également sur la connectivité énergétique et l'utilisation de l'énergie dans le cadre de l'intégration économique régionale. Elles favoriseront la concertation sur les politiques et la création de réseaux entre les États membres afin d'accroître la coopération régionale en faveur d'une plus grande sécurité énergétique. Le sous-programme aura pour objectif d'appuyer le Forum Asie-Pacifique de l'énergie ainsi que l'exécution des autres accords et mandats

régionaux, compte tenu notamment des évolutions du programme de développement pour l'après-2015, et de déterminer les orientations et les stratégies propres à améliorer l'accès de tous à des services énergétiques fiables et durables à un coût abordable ainsi que de promouvoir les investissements dans les infrastructures énergétiques et les techniques de production d'énergie non polluantes. En outre, le Comité de l'énergie participera aux préparatifs du deuxième Forum Asie-Pacifique de l'énergie (2018) et contribuera à l'application de l'initiative Énergie durable pour tous au niveau régional.

16.53 L'analyse des politiques fondées sur les faits et des tendances concernant les questions énumérées dans le document final du Forum, ainsi que dans le cadre de l'initiative Énergie durable pour tous, permettra de mettre en évidence les nouveaux problèmes qui se posent et les façons d'y remédier. Ces analyses seront examinées dans le cadre de réunions de groupes spéciaux d'experts et de concertations sur les politiques, qui offriront également l'occasion de mener des consultations directes et de bénéficier de conseils techniques de la part des spécialistes et des partenaires afin d'élaborer des stratégies innovantes. Les activités de renforcement des capacités porteront sur les questions mises en évidence lors des analyses.

16.54 Le sous-programme sera exécuté en collaboration avec les institutions internationales, régionales, sous-régionales et nationales travaillant dans le domaine de la sécurité énergétique et de l'utilisation durable de l'énergie, en accordant une attention particulière à la recherche et à la coopération.

#### **Modifications à apporter au chapitre 19 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017**

36. Le chapitre 19 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 [A/70/6 (Sect.19)] est à modifier comme suit :

a) Dans l'énoncé du sous-programme 1 (Politiques macroéconomiques et développement inclusif) :

i) Au paragraphe 19.53 a) ii), remplacer les termes « Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du développement inclusif de la CESAP » par les termes « Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du financement du développement de la CESAP »;

ii) Au paragraphe 19.53 a) ii) b., remplacer les termes « rapport du Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du développement inclusif de la CESAP » par les termes « rapport du Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du financement du développement de la CESAP »;

iii) Au paragraphe 19.53 a) iv), ajouter le texte suivant : « réunion d'un groupe d'experts sur le financement du développement (1) »;

iv) Au paragraphe 19.53 b) ii), ajouter le texte suivant : « financement du développement en Asie et dans le Pacifique (1) »;

- b) Dans l'énoncé du sous-programme 2 (Commerce et investissements) :
- i) Au paragraphe 19.60 a) i), ajouter le texte suivant : « rapports sur les questions relatives à la science, à la technologie et à l'innovation (2) »;
  - ii) Au paragraphe 19.60 b) ii), ajouter le texte suivant : « science, technologie et innovation dans l'Asie et le Pacifique (1) »;
- c) Dans l'énoncé du sous-programme 4 (Environnement et développement) :
- i) Dans le tableau 19.17, aux lignes correspondant à la mesure des résultats des réalisations escomptées a) à c), réduire l'objectif pour 2016-2017 de 15 à 10 pour rendre compte du transfert des produits au sous-programme 9, comme indiqué ci-dessous, et du redéploiement correspondant des ressources expliqué aux paragraphes 29 à 31 ci-dessus;
  - ii) Transférer les produits suivants du sous-programme 4 (Environnement et développement) au sous-programme 9:
    - a. Groupes spéciaux d'experts : réunion du groupe d'experts chargé d'appuyer le renforcement du Forum Asie-Pacifique de l'énergie, y compris l'élaboration du rapport sur les tendances régionales en matière d'énergie au service du développement durable, la connectivité énergétique et le portail d'information sur les données et les politiques du Forum (1) [par. 19.74 a) iii) c)];
    - b. Assistance aux représentants et aux rapporteurs : Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale : Groupe de travail sur les projets relatifs aux ressources en eau et en énergie (2) [par. 19.74 a) iv)];
    - c. Publications en série : rapport sur les tendances régionales concernant l'énergie au service du développement durable (2) [par. 19.74 b) i)];
    - d. Activités ou documentation techniques : notes d'orientation concernant les nouveaux défis majeurs concernant l'énergie (1) [par. 19.74 b) iii)];
    - e. Stages, séminaires et ateliers : concertation sur l'action à mener en ce qui concerne l'énergie au service du développement durable en Asie et dans le Pacifique (1); réunion de consultation régionale pour la préparation du deuxième Forum Asie-Pacifique de l'énergie (1) [par. 19.74 c) i)];
    - f. Projets opérationnels : sensibilisation et renforcement des capacités concernant l'énergie au service du développement durable en vue de faciliter la mise en œuvre des textes issus du premier Forum Asie-Pacifique de l'énergie (2) [par. 19.74 c) ii)];
- d) Dans l'énoncé du sous-programme 5 (Technologies de l'information et des communications, et réduction et gestion des risques de catastrophe) :
- i) Au paragraphe 19.81 a) ii), remplacer les termes « Comité des technologies de l'information et de la communication de la CESAP » par les termes « Comité des technologies de l'information et de la communication, de la science, de la technologie et de l'innovation de la CESAP »;
  - ii) Remplacer le texte du paragraphe 19.81 a) ii) b par le texte suivant : « Documentation destinée aux organes délibérants : rapport du Comité des technologies de l'information et de la communication, de la science, de la

technologie et de l'innovation de la CESAP (1); rapports sur les principales questions liées aux technologies de l'information et de la communication, à la science, à la technologie et à l'innovation (1) »;

e) Dans l'énoncé du sous-programme 9 (Énergie) :

i) Ajouter les mesures des résultats figurant dans le tableau du paragraphe 35 f) i);

ii) Ajouter les produits transférés du sous-programme 4, comme indiqué au paragraphe 36 a) ii);

iii) Ajouter les nouveaux produits suivants :

a. Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :

i. CESAP : documentation destinée aux organes délibérants : rapports sur des questions ayant trait à l'énergie (2);

ii. Comité de l'énergie de la CESAP :

– Services fonctionnels pour les réunions : séances plénières (3 jours);

– Documentation destinée aux organes délibérants : rapport du Comité de l'énergie (1); rapport sur les principales questions relatives à l'énergie (1);

iii. Groupes spéciaux d'experts: réunion du groupe d'experts sur l'énergie (1);

b. Autres activités de fond (budget ordinaire et ressources extrabudgétaires):

i. Publications isolées : Regional energy connectivity: challenges and opportunities (1);

ii) Documentation technique : portail d'information sur les données et les politiques du Forum Asie-Pacifique de l'énergie (2);

f) Apporter les modifications des sous-programmes 1, 4 et 9 énoncées aux paragraphes 35 a) i), 35 b) et 35 f) aux parties correspondantes du chapitre 19 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017.

## **F. Résolution 2015/30 : Arrangement international sur les forêts après 2015**

37. Aux termes des paragraphes 1 a), 6 c), 6 d), 6 f), 17 b), 26, 35, 36, 38 à 40, 44, 46 à 48, 50 et 51 de sa résolution 2015/33, le Conseil économique et social a :

a) Décidé de renforcer l'arrangement international sur les forêts et de le proroger jusqu'en 2030;

b) Décidé également de renforcer le fonctionnement du Forum pour l'après-2015 en l'invitant à :

i) Tenir des sessions annuelles d'une période de cinq jours;



- ii) Convoquer, selon les besoins, des débats de haut niveau d'une durée de deux jours au maximum lors de ses sessions, afin d'accélérer l'action engagée en faveur de la gestion durable des forêts et de répondre à certains problèmes mondiaux concernant les forêts; ces débats de haut niveau pourront prendre la forme d'un forum de partenariat mondial sur les forêts associant les chefs de secrétariat des organisations membres du Partenariat de collaboration sur les forêts, les dirigeants d'entreprises du secteur privé et les responsables de fondations philanthropiques et d'organisations de la société civile et d'autres grands groupes;
- iii) Consacrer la session du Forum qui se tient lors des années impaires à des débats sur la mise en œuvre et les conseils techniques, dans le but de porter l'attention des États membres sur des tâches précises recensées aux paragraphes 6 f) et 6 i) à v) de la résolution; le résumé des débats accompagné d'éventuelles propositions adressées au Forum à ses sessions prévues lors des années paires fera l'objet d'un rapport pour examen approfondi et recommandations;
- c) Décidé que le secrétariat du Forum devrait assumer les responsabilités supplémentaires suivantes :
  - i) Fournir des services et un appui au groupe de travail, notamment en organisant et en facilitant les réunions, en fournissant l'appui opérationnel et logistique requis et en établissant la documentation nécessaire;
  - ii) Gérer le Réseau mondial de facilitation du financement forestier et mener à bien ses activités en coopération avec des membres compétents du Partenariat de collaboration sur les forêts;
  - iii) Assurer la cohérence, la coordination et la coopération sur des questions concernant les forêts, notamment en maintenant la liaison avec les secrétariats des conventions de Rio;
  - iv) Œuvrer au sein du système des Nations Unies pour aider les pays à aligner les forêts et l'arrangement international sur les forêts sur leurs éléments se rapportant au programme de développement pour l'après-2015;
- d) Demandé au secrétariat du Forum d'engager des consultations avec les mécanismes, institutions et instruments, organisations et processus régionaux et sous-régionaux s'occupant des forêts sur les moyens de resserrer la collaboration entre ceux-ci et le Forum, notamment au sujet de la mise en œuvre du plan stratégique et des plans de travail quadriennaux visés à la section XI de la résolution;
- e) Décidé que le Forum devrait proposer de contribuer à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des aspects du programme de développement pour l'après-2015 relatifs aux forêts ainsi qu'aux objectifs et cibles qui s'y rapportent;
- f) Affirmé que le Forum devrait également proposer de contribuer aux travaux du Forum politique de haut niveau sur le développement durable;
- g) Décidé que le Forum devrait établir un bref plan stratégique pour la période 2017-2030 qui servirait à orienter et à structurer les travaux de l'arrangement international sur les forêts et de ses composantes;

h) Décidé également que ce plan devrait être aligné sur les objectifs de l'arrangement international sur les forêts et comporter une mission et une vision, les objectifs d'ensemble relatifs aux forêts et les aspects du programme de développement pour l'après-2015 relatifs aux forêts, compte tenu de l'importante évolution des questions relatives aux forêts au sein d'autres instances, en même temps qu'il devrait déterminer les rôles des différents acteurs et le cadre d'évaluation de la mise en œuvre et définir une stratégie de communication destinée à sensibiliser aux travaux de l'arrangement;

i) Prié le Forum de rendre son plan stratégique opérationnel en l'accompagnant de programmes de travail quadriennaux qui énoncent les mesures à prendre en priorité et les besoins en ressources, à compter de la période 2017-2020;

j) Décidé que le Forum devrait examiner les propositions portant sur les questions suivantes :

i) Le remplacement de la référence aux objectifs du Millénaire pour le développement à l'alinéa b du paragraphe 1 de l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts par une référence appropriée aux objectifs et cibles de développement durable qui seront examinés par le Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015, qui aura lieu en septembre 2015;

ii) Le plan stratégique pour la période 2017-2030 et le programme de travail quadriennal pour la période 2017-2020, conformément à la section XI de la résolution;

k) Décidé de créer un groupe de travail du Forum doté d'un mandat d'une durée déterminée de deux ans au maximum en 2016 et 2017, pour élaborer des propositions sur les questions visées au paragraphe 44 de la résolution en vue de leur examen par le Forum à sa session extraordinaire dont il est question au paragraphe 50 de la résolution;

l) Décidé également que le groupe de travail du Forum tiendrait avant le 30 mars 2017 une session d'une durée totale maximale de cinq jours ouvrables pour élaborer les propositions dont il est question au paragraphe 44 de la résolution;

m) Décidé en outre d'établir un groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée qui aurait à organiser jusqu'à deux réunions en 2016, sous réserve des ressources extrabudgétaires disponibles, pour formuler des propositions sur les questions visées ci-dessus en vue de leur examen par le groupe de travail;

n) Décidé de tenir une session extraordinaire d'une demi-journée immédiatement après la clôture de la dernière séance du groupe de travail, pour examiner les propositions formulées par celui-ci conformément au paragraphe 44 de la résolution;

o) Prié le Forum de tenir sa prochaine session en 2017.

38. L'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses supplémentaires à inscrire au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017, comme indiqué ci-après.

## **Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)**

39. Conformément aux paragraphes 1 a), 6 c) et 51 de la résolution 2015/33, le Forum des Nations Unies sur les forêts tiendra chaque année, de 2017 à 2030, une session de cinq jours comprenant 16 séances, à raison de deux (une le matin et une l'après-midi) le premier jour, quatre (deux le matin et deux l'après-midi) les trois jours suivants et deux (une le matin et une l'après-midi) le dernier jour. L'interprétation sera assurée dans les six langues officielles. Les dates des sessions annuelles devront être fixées en consultation avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. La documentation demandée consistera en sept documents d'avant-session de 8 500 mots chacun et un document d'après-session de 16 000 mots, qui seront publiés dans les six langues officielles chaque année de 2017 à 2030.

40. Conformément au paragraphe 6 d) de la résolution, les éventuels débats de haut niveau se tiendront dans le cadre des sessions annuelles et utiliseront les crédits qui leur sont alloués au titre des réunions et de la documentation. Aucune réunion ni documentation supplémentaire ne seront donc nécessaires pour ces débats.

41. Conformément aux paragraphes 46, 47 et 50 de la résolution, le groupe de travail ne tiendra en 2017 qu'une session de cinq jours, qui comptera 10 séances (une le matin et une l'après-midi), l'interprétation étant assurée dans les six langues officielles. Le groupe de travail tiendra une brève session extraordinaire le matin du premier jour de ses travaux et, conformément au paragraphe 50, le dernier jour, immédiatement après la clôture de la réunion. Ces deux réunions s'inscriront dans le cadre des 10 séances. Les dates de la session extraordinaire et de la session du groupe de travail devront être fixées en consultation avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. La documentation demandée consistera en six documents d'avant-session de 8 500 mots chacun et deux documents d'après session, l'un de 10 700 et l'autre de 16 000 mots, qui seront publiés dans les six langues officielles en 2017.

42. Conformément au paragraphe 48 de la résolution, le groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée ne nécessitera pas de services d'interprétation. La documentation demandée consistera en quatre documents d'avant-session de 8 500 mots chacun et deux documents d'après session de 10 700 mots chacun, qui seront publiés dans les six langues officielles en 2016.

43. Le montant total des ressources nécessaires pour les services d'appui aux réunions et de documentation décrits aux paragraphes 39 à 42 sera couvert par les crédits prévus au titre du Forum des Nations Unies sur les forêts, ces services n'entraînant pas de charge de travail supplémentaire pour le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences.

## **Chapitre 9 (Affaires économiques et sociales)**

44. Les services supplémentaires demandés au Département des affaires économiques et sociales accroîtront sensiblement sa charge de travail. Elle aura donc besoin de postes supplémentaires et d'autres ressources, pour un montant total estimé à 1 738 300 dollars, dont 1 299 100 dollars seront imputés sur le budget ordinaire et 400 000 dollars seront financés au moyen de ressources extrabudgétaires.

*Postes*

45. Au vu de la durée du mandat indiquée au paragraphe 1 a) de la résolution, on estime que quatre postes supplémentaires [1 P-4, 2 P-3 et 1 G(AC)], pour un coût total de 1 141 900 dollars, seront nécessaires pour que le secrétariat du Forum puisse remplir son nouveau mandat jusqu'en 2030, à savoir :

a) Un poste de spécialiste des politiques forestières (P-4), dont le titulaire devra : fournir un appui fonctionnel à l'élaboration du plan stratégique et des programmes de travail quadriennaux de l'arrangement international sur les forêts; concevoir et gérer des projets interrégionaux ou mondiaux sur le renforcement des capacités et le financement des forêts; mener des études sur le financement des forêts à l'échelle mondiale; participer à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la gestion des stratégies, des politiques et des mesures devant être adoptées par les États membres et la communauté internationale en vue de mobiliser des ressources pour financer la mise en œuvre des activités énoncées dans le plan stratégique de l'arrangement international sur les forêts; participer aux travaux visant à améliorer et faciliter l'accès à des ressources destinées à financer une gestion forestière durable; fournir aux organes intergouvernementaux un appui fonctionnel et une assistance technique sur les moyens de mise en œuvre des activités; représenter le secrétariat du Forum aux conférences internationales, nationales et régionales; concevoir des activités de coopération et de renforcement des capacités techniques financées par le Réseau mondial de facilitation du financement forestier, et aider à leur mise en œuvre et à leur suivi;

b) Un poste de spécialiste des politiques forestières (P-3), dont le titulaire devra : fournir des orientations aux organes intergouvernementaux et aux autres parties prenantes, et les informer sur les objectifs de développement durable liés à la forêt et les buts visés par le Forum, et établir des rapports périodiques sur ces questions; évaluer des rapports, en faire la synthèse et proposer des recommandations au Forum sur la mise en œuvre, le suivi et l'examen du programme de développement pour l'après-2015, notamment au regard des objectifs de développement durable liés à la forêt; créer, à l'intention du Forum des Nations Unies sur les forêts, des bases de données sur la mise en œuvre, le suivi et l'examen des objectifs de développement durable liés à la forêt à partir des informations et des rapports présentés par les pays et par les organisations internationales, régionales et sous-régionales; suivre, soutenir et évaluer les progrès réalisés en matière d'intégration des travaux et du plan stratégique de l'arrangement international sur les forêts dans le programme de développement pour l'après-2015; suivre et appuyer les activités relatives à l'élaboration de critères et d'indicateurs pertinents, entreprendre des travaux de recherche et analyser les tendances, les avancées et les politiques relatives aux progrès constatés dans l'élaboration et l'utilisation de critères et d'indicateurs; rédiger des contributions destinées à des documents techniques et à des études analytiques portant sur les réunions, séminaires, tables rondes et autres événements réunissant des groupes d'experts aux niveaux mondial, régional, national ou sectoriel et portant sur les questions relatives aux politiques forestières; collaborer avec les organisations et organismes internationaux, régionaux et nationaux intéressés;

c) Un poste de spécialiste des politiques forestières (P-3), dont le titulaire devra : assurer les fonctions de secrétaire du Partenariat de collaboration sur les forêts, fournir un appui fonctionnel dans le contexte du champ d'action élargi du

Partenariat et s'assurer de l'application intégrale des décisions liées au Partenariat issues de la onzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts; aider à apporter un appui fonctionnel aux activités menées au titre du Partenariat dans le cadre de la mise en œuvre de l'instrument juridique non contraignant concernant tous les types de forêts; fournir un appui fonctionnel en établissant la documentation pertinente destinée à favoriser la cohérence et la collaboration avec les organisations et les secrétariats des conventions intéressées, particulièrement les Conventions de Rio, aider à promouvoir la collaboration entre les différents organismes des Nations Unies sur une vaste gamme de questions liées aux forêts, et assurer la coordination des contributions de fond du secrétariat en sa qualité de membre du Partenariat; coordonner les contributions ou les rapports sur leurs activités présentés par le Partenariat ou ses organisations membres au Forum et à d'autres mécanismes intergouvernementaux concernant la gestion forestière durable; et aider à l'organisation des réunions, séminaires et autres activités du groupe d'experts du Partenariat;

d) Un poste d'assistant (programmes) [agent des services généraux (Autres classes)], dont le titulaire devra : fournir des services d'appui au programme aux travaux du Réseau mondial de facilitation du financement forestier, notamment à la planification, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des activités du Réseau, ainsi qu'aux activités et initiatives de renforcement des capacités; assister les directeurs de programme pour l'exécution du budget-programme et l'établissement de rapports y relatifs, ainsi que pour la communication de toute information financière demandée par le secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts; servir d'interlocuteur en ce qui concerne la coordination, le suivi et l'exécution rapide des activités de mise en œuvre du programme/projet, ce qui suppose de travailler en concertation avec le service administratif et le Bureau du développement des capacités du Département des affaires économiques et sociales pour la formulation des demandes, l'élaboration de règles de fonctionnement normalisées en fonction des objectifs du programme ou du projet, l'obtention des autorisations nécessaires, la mise en œuvre et le suivi des mesures administratives et la gestion des activités liées à la mise en œuvre du projet, notamment le recrutement et la nomination de membres du personnel, l'organisation de voyages, l'organisation d'activités de formation et la participation à ces activités, le suivi des autorisations de paiement, le décaissement de fonds et l'achats de biens et de services.

*Objets de dépense autres que les postes*

46. Le montant des objets de dépense autres que les postes requis par les nouvelles missions confiées au secrétariat du Forum est estimé à 557 200 dollars (157 200 dollars imputés sur le budget ordinaire et 400 000 dollars financées au moyen de ressources extrabudgétaires) et se décompose comme suit :

a) Consultants (budget ordinaire) : un montant de 80 000 dollars, correspondant à 10 mois de travail, sera nécessaire pour s'assurer les services d'experts ayant des compétences spécialisées non disponibles au secrétariat, pour rédiger des rapports et réaliser des études sur les questions suivantes : i) propositions portant sur le plan stratégique et le programme de travail quadriennal de l'arrangement international sur les forêts pour la période 2017-2020; ii) propositions concernant le format et la périodicité de l'évaluation des rapports nationaux et la présentation de rapports sur l'application de l'instrument des Nations Unies sur les forêts et la réalisation des objectifs généraux, ainsi qu'en ce qui concerne la mise en

œuvre, le suivi et l'examen des objectifs de développement durable liés à la forêt; iii) proposition sur le mode de fonctionnement du nouveau Réseau mondial de facilitation du financement forestier; iv) proposition sur l'intégration, dans le plan stratégique de l'arrangement international sur les forêts, des objectifs de développement durable liés à la forêt; v) proposition relative aux modalités d'une collaboration approfondie avec le Fonds pour l'environnement mondial et les secrétariats des Conventions de Rio sur les moyens d'aider les pays à accéder au financement; vi) proposition en vue de promouvoir la participation des grands groupes et d'autres parties prenantes aux travaux du Forum;

b) Groupes d'experts intergouvernementaux à composition non limitée (ressources extrabudgétaires) : un montant de 400 000 dollars, financé au moyen de ressources extrabudgétaires, sera nécessaire pour financer la tenue, en 2016, préalablement à la session du groupe de travail du Forum, de deux réunions de groupes spéciaux d'experts intergouvernementaux à composition non limitée, en vue d'élaborer des propositions pour le plan stratégique 2017-2030 du Forum. Il faudra en outre trouver des fonds pour financer la participation à chacune de ces réunions de 75 experts gouvernementaux de pays éligibles;

c) Voyages du personnel (budget ordinaire) : un montant de 60 000 dollars sera nécessaire pour effectuer chaque année six missions ayant pour objet de soutenir l'engagement des organisations membres du Partenariat de collaboration sur les forêts, ainsi que celui de divers mécanismes et intervenants régionaux et sous-régionaux qui participent aux travaux du Forum en élaborant le plan stratégique et le programme de travail quadriennal 2017-2020 de l'arrangement international sur les forêts et en mettant en œuvre d'autres dispositions pertinentes de la résolution adoptée lors de la onzième session du Forum, notamment en ce qui a trait à la planification de la coopération pour la mise en œuvre de l'instrument des Nations Unies sur les forêts, la participation aux activités du Réseau et la réalisation des objectifs de développement durable liés à la forêt;

d) Frais généraux de fonctionnement (budget ordinaire) : le montant de 11 000 dollars demandé permettra de couvrir le coût des communications (2 600 dollars) et celui relatif à l'accord de prestation de services (8 400 dollars);

e) Fournitures et accessoires (budget ordinaire) : un montant de 2 000 dollars sera requis pour l'achat de matériel et de fournitures de bureau, dont la papeterie;

f) Mobilier et matériel (budget ordinaire) : un montant de 4 200 dollars sera requis pour l'achat de matériel informatique, notamment d'ordinateurs et d'imprimantes pour les titulaires des quatre nouveaux postes proposés.

#### **Chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui)**

47. Un montant supplémentaire de 281 600 dollars sera nécessaire pour couvrir les dépenses afférentes aux services communs au titre du chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui), tels que la location des locaux (127 200 dollars), leur aménagement (115 200 dollars) et le mobilier de bureau (39 200 dollars).

#### **Récapitulatif des ressources nécessaires**

48. Les montants nécessaires à l'application de la résolution 2015/33 n'ayant pas été inclus dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017, il

sera nécessaire d'ouvrir un crédit supplémentaire d'un montant de 1 580 700 dollars, dont 1 299 100 dollars au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) et 281 600 dollars au chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui), qui sera imputé sur le fonds de réserve (voir tableau 6). Un crédit de 140 200 dollars devra également être ouvert au chapitre 36 (Contributions du personnel) du projet de budget-programme pour l'exercice, qui sera compensé par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

Tableau 6

(En dollars des États-Unis)

<i>Montant total des ressources nécessaires 2016-2017</i>	
<b>Chapitre 9 (Affaires économiques et sociales)</b>	
Postes temporaires [1 P-4, 2 P-3, 1 G(AC)]	1 141 900
Consultants	80 000
Voyages	60 000
Frais généraux de fonctionnement	11 000
Fournitures et accessoires	2 000
Mobilier et matériel	4 200
<b>Total partiel</b>	<b>1 299 100</b>
<b>Chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui)</b>	
Frais généraux de fonctionnement	242 400
Mobilier et matériel	39 200
<b>Total partiel</b>	<b>281 600</b>
<b>Total</b>	<b>1 580 700</b>

### III. Montant total des ressources nécessaires

49. L'application des résolutions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de 2015 entraînerait des dépenses supplémentaires d'un montant de 3 347 000 dollars, dont 89 500 dollars au titre du budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015 et 3 257 500 dollars au titre du projet de budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017 (voir tableau 7 et l'annexe du présent rapport).

50. Le montant de 89 500 dollars à imputer sur le budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015 doit être financé au moyen des crédits déjà approuvés. Sur le montant de 3 257 500 dollars demandé pour l'exercice 2016-2017, le montant de 55 100 dollars doit être financé au moyen des crédits prévus dans le projet de budget-programme pour cet exercice, le montant de 118 300 dollars étant déjà budgétisé. Un crédit supplémentaire du montant restant, soit 3 084 100 dollars, devra être ouvert pour l'exercice biennal 2016-2017 et être imputé sur le fonds de réserve, conformément aux procédures établies par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211.



Tableau 7  
**Ressources nécessaires au titre du budget-programme de l'exercice 2014-2015  
 et du projet de budget-programme pour l'exercice 2016-2017**

(En dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	Montant total des ressources nécessaires	Montant devant être financé au moyen des crédits ouverts pour 2014-2015	2016-2017		
			Montant devant être financé au moyen des crédits prévus dans le projet de budget-programme pour 2016-2017	Dépenses supplémentaires à inscrire au projet de budget- programme pour l'exercice biennal 2016-2017	Montant net des ressources supplémentaires à prévoir en 2016-2017
Chapitre 9 (Affaires économiques et sociales)	1 359 000	28 800	31 100	—	1 299 100
Chapitre 19 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique)	1 503 400	—	—	—	1 503 400
Chapitre 21 (Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes)	157 800	60 700	—	97 100	—
Chapitre 22 (Développement économique et social en Asie occidentale)	45 200	—	24 000	21 200	—
Chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui)	281 600	—	—	—	281 600
<b>Total</b>	<b>3 347 000</b>	<b>89 500</b>	<b>55 100</b>	<b>118 300</b>	<b>3 084 100</b>

#### IV. Fonds de réserve

51. Il est rappelé que, selon la procédure arrêtée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211, un fonds de réserve est constitué pour chaque exercice biennal aux fins du financement des dépenses non prévues au budget-programme occasionnées par des décisions d'organes délibérants. D'après le paragraphe 9 de l'annexe I de la résolution 41/213, si l'on propose des dépenses supplémentaires qui dépassent le niveau du fonds de réserve, celles-ci ne peuvent être inscrites au budget que moyennant le transfert de ressources provenant de domaines de moindre priorité ou la modification d'activités en cours, faute de quoi les activités nouvelles doivent être reportées à un exercice biennal ultérieur.

#### V. Conclusions et décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre

52. Parmi toutes les dépenses résultant des résolutions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de 2015, seules celles occasionnées par les résolutions 2015/30 et 2015/33 nécessiteraient l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 3 084 100 dollars dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017, dont 1 299 100 dollars au chapitre 9 (Affaires



économiques et sociales), 1 503 400 dollars au chapitre 19 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique) et 281 600 dollars au chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui). Aucun crédit n'ayant été prévu aux chapitres concernés pour couvrir ces dépenses, une demande de crédit supplémentaire d'un montant de 3 084 100 dollars, qui serait imputé sur le fonds de réserve, est soumise à l'approbation de l'Assemblée générale pour l'exercice biennal 2016-2017. Un crédit de 303 600 dollars devra également être ouvert au chapitre 36 (Contributions du personnel) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017, qui sera contrebalancé par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

53. L'Assemblée générale voudra peut-être prendre note des dépenses supplémentaires d'un montant de 118 300 dollars pour l'exercice biennal 2016-2017, dont 97 100 dollars au titre du chapitre 21 (Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes) et 21 200 dollars au titre du chapitre 22 (Développement économique et social en Asie occidentale), qui ont été inscrites dans le projet de budget-programme pour cet exercice.

54. L'Assemblée générale est aussi priée d'approuver les modifications qu'il est proposé d'apporter au programme 16 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique) du plan-programme biennal approuvé pour 2016-2017 (A/69/6/Rev.1) et au chapitre 19 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 (A/70/6 (Sect. 19), du fait de l'adoption de la résolution 2015/30.

## Annexe

# Récapitulatif des ressources supplémentaires nécessaires à l'application des résolutions et décisions que le Conseil économique et social a adoptées à sa session de 2015

(En dollars des États-Unis)

		2016-2017					
Résolution	Chapitre du budget	Montant total des ressources nécessaires	Montant devant être financé au moyen des crédits ouverts pour 2014-2015	Montant devant être financé au moyen des crédits prévus dans le projet de budget-programme pour 2016-2017	Dépenses supplémentaires à inscrire au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017	Montant net des ressources supplémentaires à prévoir en for 2016-2017	
2014/32	Création de la Conférence régionale sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes	21	157 800	60 700	—	97 100	—
2014/35	Création, à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, d'un comité intergouvernemental de la technologie au service du développement	22	45 200	—	24 000	21 200	—
2014/37	Groupe consultatif ad hoc sur Haïti	9	28 800	28 800	—	—	—
2015/18	Groupe consultatif ad hoc sur Haïti	9	31 100	—	31 100	—	—
2015/30	Restructuration de l'appareil de conférence de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique pour l'adapter aux évolutions du programme de développement pour l'après-2015	19	1 503 400	—	—	—	1 503 400
2015/33	Arrangement international sur les forêts après 2015	9	1 299 100	—	—	—	1 299 100
		29D	281 600	—	—	—	281 600
Total			3 347 000	89 500	55 100	118 300	3 084 100